

## **Thème 2 – Les dynamiques de la mondialisation (18-20 heures)**

### **Question 1 – La mondialisation en fonctionnement**

Cours 2 et 3

#### **Processus et acteurs de la mondialisation - parties I et II Mobilités, flux et réseaux - partie III (2 heures)**

### **I Le fonctionnement et la modification de la DIT et du système de régulation des échanges**

#### **1. La libération progressive du commerce international**

- Le processus de mondialisation est ancien, si on le définit comme la mise en relation des différentes régions du monde. Il a commencé avec les grandes découvertes au XVI<sup>e</sup> siècle, a connu une accélération au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'essor des transports intercontinentaux et des communications, puis une nouvelle progression après 1945. Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), institué en 1947, a entraîné huit cycles de libéralisation des échanges. Le " cycle d'Uruguay ", achevé en 1994, a conduit à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Toutefois, le " cycle de Doha " initié en 2001 et destiné à poursuivre la libéralisation des échanges s'est heurté au protectionnisme des pays développés dans le domaine agricole et au refus des puissances émergentes d'ouvrir leur marché à certains produits industriels. On assiste donc actuellement à un certain blocage dans le processus de globalisation des échanges.
- La révolution des transports a considérablement contribué au processus de mondialisation : conteneurisation, multimodalité, spécialisation et standardisation des navires et des avions (porte-conteneurs, vraquiers, pétroliers, avion-cargo, etc.) rendent les transports moins chers et plus performants. Des réseaux logistiques sont mis en place, qui mettent en relation des espaces de plus en plus lointains, par l'intermédiaire de hubs maritimes ou aéroportuaires. La révolution des télécommunications représente un autre facteur d'accélération des échanges de biens, de service et de personnes. La téléphonie mobile, internet et la fibre optique contribuent à fluidifier les échanges et l'information.
- Par conséquent, le volume des échanges de marchandises a été multiplié par 25 depuis les années 1950. Et au cours des 20 dernières années, la croissance du commerce mondial a été de 6% par an en moyenne. L'effondrement du bloc communiste en Europe de l'Est et l'ouverture rapide de la Chine au commerce mondial ont entraîné une accélération des échanges à partir des années 1990. Dans les années 2000, la valeur des échanges de marchandise représente environ 6 500 milliards de dollars par an (1 500 milliards de dollars pour les services). Aujourd'hui, ces échanges dépassent en valeur les 12 000 milliards de dollars annuels (chiffres du FMI, 2009). Ils continuent d'augmenter, malgré la crise qui frappe les économies occidentales depuis 2008. Ces flux concernent l'ensemble de la planète, même si l'on observe une plus forte concentration des échanges entre les pays du Nord.

#### **2. La spécialisation productive des territoires**

- La baisse du coût des transports a permis aux FTN d'exploiter les avantages comparatifs des différents pays, en termes de coûts salariaux, de droit du travail, etc. La

mondialisation s'est donc accompagnée d'une NDIT (nouvelle division internationale du travail) qui se traduit par la recherche d'un meilleur coût de la main-d'œuvre et par une nouvelle stratégie des firmes transnationales. La NDIT marque une nouvelle étape dans le processus de mondialisation.

- Les délocalisations et la sous-traitance ont tout d'abord concerné les activités traditionnelles comme l'industrie textile ou l'automobile. Mais elles concernent aujourd'hui l'ensemble des produits mondialisés, y compris la fabrication de produits de haute technologie. Les composants des produits mondialisés sont de plus en plus fabriqués dans différentes parties du monde, les pays se spécialisant par "tâches" dans le cadre d'une "chaîne de valeur" verticale. La mondialisation a donc entraîné une mise en concurrence des territoires, favorisant les espaces les plus innovants et les mieux connectés aux marchés mondiaux. Ce ne sont plus les ressources naturelles ni la main-d'œuvre qui guident l'implantation d'activité sur un territoire, mais de nouvelles logiques, qui échappent souvent aux acteurs traditionnels tels que les États. Elles se fondent principalement sur l'innovation, la logistique et l'environnement offert par les différentes régions du monde.
- Les conséquences de cette NDIT sont bien entendu âprement débattues. Le processus permet aux consommateurs de bénéficier de produits moins chers, dorénavant commercialisés en masse. Il permet également aux FTN d'optimiser leurs bénéfices. Il contribue enfin à l'émergence d'une classe moyenne dans les États bien intégrés dans la mondialisation, en Asie et en Amérique du Sud en particulier. Toutefois, ce processus repose sur l'exploitation d'une main-d'œuvre à bas coût dont les droits sociaux sont quasi-inexistants. D'autre part, marge réalisée par la valeur ajoutée des produits Made in World profite principalement aux grandes firmes occidentales qui les commercialisent et très peu aux espaces dédiés à la sous-traitance. Enfin, la main-d'œuvre la moins qualifiée des États anciennement industrialisés est directement frappée par les délocalisations.

### **3. La financiarisation de l'économie**

---

- La mondialisation libérale s'est accompagnée d'une explosion des échanges financiers, les flux de capitaux ayant progressé encore plus vite que les flux de marchandises. Là encore, l'accélération s'est produite à partir des années 1990 : la capitalisation boursière des entreprises a été multipliée par 7 depuis cette période. Le stock de capital circule dans tout l'espace mondial. Les banques, les assurances, les fonds de pension, etc., placent leurs avoirs sur les marchés financiers, à la recherche des meilleurs profits. Cinq places boursières monopolisent plus de la moitié de la capitalisation boursière mondiale : New-York, Londres, Tokyo, Euronext (Belgique, France, Pays-Bas, Portugal) et Francfort. Mais de nouvelles places financières s'imposent dans les pays émergents, comme la bourse de Shanghai ou celle de Hong-Kong.
- Les investissements directs à l'étranger (IDE) et les remises (transferts financiers) participent également à la mondialisation financière. La répartition des IDE est très inégale au plan mondial, elle reflète la forte différence d'attractivité des territoires : elle reflète les arbitrages effectués par les multinationales en faveur de zones géographiques offrant une bonne visibilité économique et de faibles risques politiques. L'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie sont les destinations privilégiées de ces investissements, au détriment d'espaces moins attractifs, le continent africain en particulier.
- La mondialisation financière, favorisée par la déréglementation - ou dérégulation - et l'existence de paradis fiscaux, fait l'objet de vives critiques de la part des altermondialistes. D'une part, elle répond à une logique purement spéculative : les entreprises et les organismes financiers recherchent les meilleurs profits à court terme, misant sur

les fluctuations des marchés et au détriment d'investissements plus productifs. D'autre part, cette financiarisation de l'économie est à l'origine de plusieurs crises financières depuis les années 1970, en particulier l'effondrement du système financier et bancaire mondial entre 2007 et 2011. Ces crises ont entraîné des conséquences sociales importantes dans les pays développés et par effet d'entraînement dans les pays pauvres.

## II Les principaux opérateurs des processus de mondialisation

### 1. Les acteurs privés et les opérateurs illégaux

---

- L'émergence de firmes multinationales - et de leurs nombreuses filiales - est liée à l'histoire même du capitalisme et à sa diffusion à travers le monde. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pour contourner les lois protectionnistes, on s'est mis à installer des filiales : dès les années 1880, Singer fabriquait des machines à coudre dans différents pays européens. Standard Oil (Esso) ou General Motors ont installé des unités de production ailleurs qu'aux Etats-Unis avant 1920. Ce n'est toutefois qu'après 1950 que l'on constate l'essor des firmes multinationales (FMN). 80 000 FTN réalisent aujourd'hui les deux-tiers du commerce mondial. L'abaissement des coûts de production et la relative faiblesse du coût des transports ont rendu encore plus mobiles ces firmes. Celles-ci intègrent de multiples facteurs - faiblesse du coût de la main d'œuvre pour certaines productions, qualité et fiabilité pour d'autres, facilité de communication, utilisation d'un savoir-faire particulier - dans leur logique de localisation. Elles sous-traitent une grande partie de leur production, voire parfois la totalité, dans différents lieux du monde qu'elles distribuent par la suite. Au total, elles exploitent les avantages comparatifs des différents territoires.
- Le phénomène le plus récent - depuis les années 2000 - concerne l'émergence des firmes transnationales basées dans les pays du Sud. Leurs IDE et les fusions-acquisitions qu'elles initient se multiplient, ce qui tend à rendre de plus en plus obsolète la notion de Nords et de Suds. Les FMN du Sud représentent aujourd'hui près de 30% du nombre de firmes transnationales, contre moins de 10% dans les années 1990. La majorité d'entre elles sont asiatiques - principalement chinoises et indiennes - et ont globalisé leur système de production sur plusieurs pays du continent. Il en va de même pour les firmes sud-américaines et à un bien moindre niveau des firmes africaines. Leurs opérations de concentration et leurs investissements s'effectuent dans une logique Sud-Sud mais elles concurrencent dorénavant les FTN du Nord sur le marché globalisé. Ainsi, en 2006, ONGC (Inde, pétrole) et Sinopec (Chine, pétrole) ont racheté l'ensemble des actifs de Petro-Canada en Syrie et 50% de la firme colombienne Ominex. " Mais la mondialisation concerne aussi les activités illégales et illicites (drogues, armes, diamants). Les organisations criminelles et les mafias se sont également mondialisées, bénéficiant, tout aussi bien que toute activité légale, des progrès technologique et des facilités de communication. L'Organe de Contrôle International des Stupéfiants, un organisme de l'ONU, estime que l'argent du pavot à opium et de la coca représente 1,1 milliard de dollars pour les revenus des agriculteurs des pays producteurs et 80 milliards de dollars d'achat (estimation " jugée prudente ") pour les seuls marchés européen et américain. Cet " antimonde " constitue donc également un reflet de la mondialisation.

### 2. Les acteurs publics

---

- La mondialisation n'est rendue possible que par les décisions politiques des principaux États capitalistes - à l'exception notable de la Chine communiste. Ce sont eux qui sont à la base, au contrôle et au financement des cadres bilatéraux ou multilatéraux qui ré-

gissent la bonne marche du commerce mondial. À travers l'ensemble des mesures qu'ils prônent à l'échelle mondiale (libre-échange, abaissement des tarifs douaniers), les États dominants défendent directement les intérêts de leurs sociétés transnationales. Par leur politique économique ou d'aménagement des territoires, les États tentent de donner les conditions jugées optimales au développement des entreprises et des investissements sur leur territoire, seules garantes des conditions de la croissance.

- Les organisations internationales - ou acteurs transnationaux - constituent les lieux de l'expression, de la discussion et de la confrontation des États dans des domaines particuliers. L'ONU et l'ensemble des organismes qui lui sont liées (UNICEF, FAO, OMS, etc.) constituent les principaux cadres des discussions des États et permettent d'initier des politiques qui ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des pays du monde. Les organisations géopolitiques ou géoéconomiques régionales - ou continentales - participent également au processus de mondialisation. Il s'agit d'organisations de proximité, comme l'Union européenne, l'ALENA, le Mercosur, l'Asean, l'Apec, etc.
- Enfin, dans le cadre de la mondialisation, les Institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale, créés en 1944) et l'OMC jouent un rôle particulier. Le FMI et la Banque mondiale, qui rassemblent aujourd'hui 186 États, fournissent des conseils et des analyses financières aux États membres et accordent des prêts. Leur mission est d'encourager la coopération monétaire internationale, de veiller à la stabilité financière et de faciliter le commerce international. L'OMC a pour sa part en charge de déterminer les règles financières et marchandes pour un fonctionnement des économies mondiales et du commerce international. Enfin, des Forums plus ou moins institutionnalisés (Davos, G8, G20) constituent d'autres cadres de discussion des acteurs de la mondialisation. Toutefois, on ne peut pas vraiment évoquer une "gouvernance mondiale" souhaitée par certains pour réguler la mondialisation contemporaine.

### **3. Les acteurs de la société civile**

---

- Les organisations non gouvernementales (ONG) se sont multipliées depuis les années 1960. Leur domaine d'intervention est très divers (droits de l'homme, environnement, développement, écologie, santé, éducation, etc.). Des associations comme Amnesty International, Médecins Sans Frontières ou Greenpeace sont devenues des interlocuteurs à l'échelle mondiale, devenant les portes-paroles des "mouvements citoyens" contre la puissance des États, des OIG ou des entreprises. Greenpeace compte ainsi, en 2010, près de 3 millions d'adhérents dans plus de 100 États et gère un budget de l'ordre de 145 millions d'euro. Ces organisations tentent de réguler la mondialisation et en dénoncent les effets pervers. Parmi ces acteurs non-institutionnels, on peut également citer les syndicats et les associations qui interviennent dans le débat sur la mondialisation.
- De multiples mouvements et forums altermondialistes ont aussi vu le jour depuis la fin des années 1990 : le mouvement ATTAC créé en juin 1998 dénonce les aspects de la domination de la "sphère financière", le Forum social mondial (FSM), qui s'est tenu à Porto Alegre (Brésil) pour la première fois en 2001, veut proposer une alternative à la mondialisation libérale. Peu d'alternatives économiques existent dans la réalité. La seule exception est l'existence du commerce équitable visant à établir une juste rémunération des producteurs de produits tropicaux. Cette initiative a vu le jour au Pays-Bas dans les années 1960 et s'est fortement développé depuis la fin des années 1980. Elle ne concerne, toutefois, qu'une part minime du commerce mondial.
- Enfin, parmi les acteurs de la société civile, on peut citer les simples citoyens, même s'ils n'appartiennent pas à une organisation quelconque. La multiplication des réseaux sociaux liée à la révolution internet a entraîné l'émergence de mouvements spontanés, comme celui des "indignés" en Europe ou le mouvement "Occupy Wall Street" aux

Etats-Unis. Ces courants d'opinion critiquent le fonctionnement du capitalisme mondialisé et doivent être pris en compte par les gouvernants. Il est cependant impossible de mesurer leur influence sur le processus de mondialisation.

### III Mobilités, flux et réseaux

#### 1. Un monde de flux

- Les flux de marchandises représentent l'aspect le plus visible de l'explosion des échanges mondiaux. Les produits primaires ont une part de plus en plus limitée : les produits agricoles représentent 10% du commerce mondial et la part des produits pétroliers a diminué depuis les années 1980. En revanche, les produits de haute technologie mondialisés prennent une part de plus en plus importante dans les échanges. La libéralisation du commerce s'est également accompagnée d'une redistribution géographique : les Etats-Unis y participent pour 18%, l'Europe occidentale pour 40%, le Japon et les Nouveaux Pays Industriels (NPI) pour 20% ; la Chine s'affirme comme un nouveau partenaire pour les pays développés (10% des exportations mondiales en 2009, contre 3% en 1999) ; a contrario, certaines régions se trouvent marginalisées, comme l'Afrique subsaharienne qui ne participe au commerce mondial que pour moins de 2%. Les flux de services sont également concernés par le processus de mondialisation. Ils représentent actuellement 21% des échanges mondiaux en valeur. " Les " flux invisibles " ont connu un accroissement spectaculaire. S'il est une expression caractéristique de la mondialisation, c'est sans doute celle de "village planétaire". Le développement des nouveaux médias (télévision, radio, Internet) favorise la transmission des informations à travers les quatre coins de la planète, faisant de chacun un membre du "village planétaire". Dans les dix premières entreprises par leur capitalisation boursière, deux relèvent plus ou moins directement de ce domaine : Microsoft et IBM. Les grands réseaux d'information, comme CNN, sont reçus partout à travers le monde. Cette approche gomme les disparités tant sur l'équipement des populations (le nombre de téléviseurs pour 1 000 habitants est d'à peine 20 dans les pays des tiers-mondes) que sur la maîtrise de la production d'information par quelques pays et groupes industriels.
- Les flux de capitaux illustrent également une redistribution des Etats dans le processus de mondialisation. Si l'aide publique au développement (APD) diminuait quelque peu (près de 55 milliards de dollars ces dernières années), les investissements directs étrangers (IDE) connaissent une forte croissance (1 200 milliards de dollars en 2000, 760 milliards en 2001 et une estimation de 1 300 à 1 500 milliards en 2011, selon la CNUCED). La répartition de ces investissements se fait de manière très inégalitaires. C'est d'abord entre les pays développés que ces flux sont le plus importants (500 milliards sur les 700 investis en 2001). Dans les pays des tiers-mondes, ils sont extrêmement concentrés (5 pays en recevaient 66% en 2002), et les PMA ne reçoivent que 14% de ces investissements (soit 28 milliards de dollars). Les transferts de revenus des populations étrangères peuvent constituer une part importante de la richesse des pays de départ (10% du PIB d'El Salvador ou du Yémen (chiffre ONU). Toutefois, on peut noter qu'en 2010, les flux d'IDE vers les pays en développement (principalement en Asie et en Amérique latine) dépassent pour la première fois ceux des économies des pays riches, selon un rapport de l'ONU.

#### 2. Une intégration plus ou moins avancée des territoires aux réseaux

- La mondialisation met en valeur l'espace de manière différencié. A l'échelle mondiale, la concentration des richesses, des productions de biens et de service, d'information,

des pôles de consommation fait ressortir très nettement trois sous-ensembles. Cet espace de la Triade est ainsi composé des Etats-Unis, de l'Union Européenne et du Japon. 70% du commerce mondial, 90% des sièges sociaux des FMN, la possession des monnaies fortes et internationalement reconnues (dollar, euro, yen), ou la concentration des grandes sociétés d'agence de presse et de communication (Reuters, Associated Press, AFP, CNN, etc.). Les Etats de la Triade sont autant des partenaires que des concurrents économiques. Ils échangent et investissent d'abord entre eux. Chacun de ces centres polarisent ainsi une zone d'influence privilégiée, souvent formalisé dans le cadre d'une OIG. Le Canada et le Mexique sont depuis longtemps intégré à l'espace économique étatsunien, et finalisé par la création de l'ALENA en 1992. L'UE rassemble les principales puissances économiques de l'Europe.

- L'espace monde ne peut se résumer à ce petit groupe de pays qui ne concentre qu'une minorité de la population mondiale (moins de 15%). Les autres espaces du monde se décomposent entre des Etats plus ou moins intégrés, dominés ou marginalisés. Ils peuvent être des puissances économiques mais où les revenus des habitants restent faibles ou moyens (Brésil), des puissances démographiques (Chine, Inde, Pakistan, Indonésie, etc.), des puissances régionales (Brésil et Mexique pour l'Amérique latine, Nigeria et Afrique du Sud pour l'Afrique subsaharienne), être présent dans un domaine particulier du commerce international - les pays pétroliers, par exemple. À l'inverse, certains espaces sont fortement marginalisés et quasi tenus à l'écart de ces processus de mondialisation. Parmi les Pays les Moins Avancés (PMA), la majorité appartiennent à l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.
- Les territoires sont mis en réseaux grâce aux grandes villes constituant ce que l'on appelle "l'archipel des métropoles mondiales". Les villes constituent les lieux premiers du commandement et de l'intégration à ce système-monde. L'urbanisation est certes fortement différenciée à l'échelle de la planète. Le taux d'urbanisation atteint aujourd'hui près de 50% de la population mondiale. Les pays développés ont des taux voisins de 75-80% alors que la situation des pays des tiers-mondes est très variable, approchant parfois ces taux ou restant à des taux très faibles. La hiérarchie des grandes villes mondiales s'est fortement redistribuée au cours des deux dernières décennies. Sur les 25 villes qui dépassent les 10 millions d'habitants, seuls 6 appartiennent aux pays développés. Leur CBD est le lieu de concentration des activités financières (bourses, banques, assurances) et des sièges sociaux des FTN. Les villes portuaires constituent, dans le cadre d'une économie fortement marchande, d'autres relais de la mondialisation - Singapour et Rotterdam dépassent les 300 millions de tonnes de trafic, 15 autres ports dépassent les 100 millions de tonnes. L'émergence de l'Asie (hors Japon) est particulièrement visible : 9 des 15 ports de plus de 100 millions de tonnes font partie de cet ensemble.

### **3. Les migrations de populations et le tourisme**

---

- Les migrations internationales constituent bien un autre aspect de la mondialisation. Fin 2009, l'ONU estimait le nombre de migrants internationaux à 214 millions de personnes (dont environ 14 millions de réfugiés politiques). Cela représente plus du double du chiffre de 1975 et près de 3% de la population mondiale. L'Europe (56 millions), l'Asie (50 millions) et l'Amérique du Nord (41 millions) constituent les principales zones d'accueil. Ces flux lient les pays développés aux pays des tiers-mondes qui leur sont le plus proche : Amérique latine et Asie pour l'Amérique du Nord, Afrique et Asie pour l'Europe, Asie pour l'Océanie. Certains pays des tiers-mondes constituent des pôles d'immigration : les pays pétroliers du Moyen-Orient, le Brésil et le Venezuela en Amérique latine, ou des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Cote d'Ivoire)

pour les pays sahéliens.

- Les mouvements de population du tourisme illustrent une autre facette de la mise en relation du monde. Ces dernières années, près de 700 millions de touristes internationaux étaient comptabilisés chaque année (880 millions en 2009, selon l'Organisation Mondiale du Tourisme). La France, l'Espagne, les Etats-Unis et l'Italie sont les quatre principales destinations avec près du tiers des déplacements observés. Activité motrice du développement économique pour certaines régions du monde, c'est un secteur sujet à de nombreuses variations en fonction des conjonctures économiques ou des situations de crises. Ainsi, après les attentats septembre 2001 aux Etats-Unis, les flux touristiques se sont contractés. À l'échelle mondiale, c'est près de 9 millions d'emplois qui ont été perdu entre 2000 et 2001.